

28 OCT. 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20251009-DEC-DAEN1095 EN DATE DU
PORTANT MODIFICATION DES HORAIRES D'ACCUEIL DES DÉCHETS
DANS L'UNITÉ DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION MULTI-FILIÈRES DE DÉCHETS
NON DANGEREUX SITUÉE À MALATAVERNE AU LIEU-DIT « LE RAZAS », EXPLOITÉE
PAR LA SOCIÉTÉ COVED ENVIRONNEMENT

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et notamment les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU** l'article R 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les rubriques 2782, 2791 et 3532 de cette nomenclature ;
- VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 modifié relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2021 portant autorisation d'exploitation d'une unité de traitement et de valorisation multi-filières de déchets non dangereux, située à MALATAVERNE au lieu-dit « Le Razas », exploitée par la société COVED Environnement ;
- VU** le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation présenté le 08 septembre 2025 par la société COVED portant sur une demande de modification des horaires d'admission des déchets dans l'établissement ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement n° 20251009-RAP-DAEN1094 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 16 octobre 2025 ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 23 octobre 2025 à la connaissance du demandeur ;
- VU** l'absence d'observations formulée par courrier électronique du 24 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification des conditions d'exploitation présentée par l'exploitant ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code sus-visé ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

Article 1 :

L'article 6.1.4 Horaires d'exploitation de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 décembre 2021 est modifié comme suit :

Le tableau indiquant les horaires d'admission des déchets dans l'établissement (1/ de l'article 6.1.4) est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Période	Jour	Horaires
Toute l'année	Du lundi au vendredi	6h00 – 17h00
	Samedi	6h00 – 14h00
	Dimanche et 25 décembre, 1 ^{er} janvier, 1 ^{er} mai	Site fermé
	Jour férié *	Ouvert suivant les horaires ci-dessus

* A l'exception des 25 décembre, 1^{er} janvier et 1^{er} mai

Article 2 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la

disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Malataverne pendant une durée minimum de quatre semaines.

Madame le maire de Malataverne fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et madame le maire de Malataverne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **28 OCT. 2025**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



